



## **CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT**

### **RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTIONS DE LA CONFÉRENCE DÉPARTEMENTALE-MÉTROPOLITAINE DE LA PRÉVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE DES PERSONNES ÂGÉES DE LA CÔTE-D'OR CONFÉRENCE DES FINANCEURS**

#### **ENTRE :**

Dijon Métropole représentée par le Président du Conseil Métropolitain dûment habilité par la délibération du Conseil Métropolitain du 16 décembre 2021.

Ci-après désigné « Dijon Métropole », d'une part,

#### **ET :**

Le Centre Communal d'Action Sociale de Dijon, représenté par le Président en exercice, dûment habilité par la délibération du Conseil d'Administration en date du 31 mars 2022, et par délégation, le Vice-Président.

Ci-après désigné « le cocontractant », d'autre part,

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.233-1, L.233-2, L.233-3, R.233-1 à R.233-9, D.233-10 à D.233-12, R.233-13 à R.233-20 ;

**Vu** la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et notamment l'article 47 ;

**Vu** le décret n° 2016-209 du 26 février 2016 relatif à la Conférence des Financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire du Grand Dijon du 24 mars 2016 approuvant le Contrat Local de Santé ;

**Vu** l'arrêté préfectoral portant transfert de compétences entre le Conseil Départemental de la Côte-d'Or et Dijon Métropole du 25 novembre 2019, le Président du Conseil Métropolitain préside les affaires concernant la Métropole ;

**Vu** la délibération du Conseil Métropolitain du 16 décembre 2021 approuvant la convention entre Dijon Métropole et le Conseil Départemental relative à la mise en œuvre du programme d'actions de la Conférence Départementale Métropolitaine de la Prévention de la Perte d'Autonomie de la Côte-d'Or.

**Considérant** la mise en œuvre du Contrat Local de Santé de Dijon Métropole, portant sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social, signé le 30 novembre 2016 ;

**Considérant** la politique engagée par la Métropole dans le cadre du schéma départemental de l'autonomie 2019-2023 et notamment l'orientation n°2 « Prévenir la perte d'autonomie et conforter la vie à domicile » ;

**Considérant** le programme d'actions 2021 validé par la Conférence des Financeurs Départementale-Métropolitaine de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de la Côte-d'Or en date du 06 mai et du 15 novembre 2021 ;

**Considérant** que les projets présentés par le CCAS de Dijon s'inscrivent dans le cadre du Contrat Local de Santé et participent à la consolidation du maillage des actions de prévention développées à l'échelle de Dijon Métropole et à la complémentarité d'une offre de services et d'animation de proximité.

**Il est convenu ce qui suit :**

## **PRÉAMBULE**

La loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 28 décembre 2015 instaure dans chaque département, une Conférence des Financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées.

La Conférence des Financeurs Départementale-Métropolitaine de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de la Côte-d'Or a pour rôle de définir un programme coordonné de financement des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie, en complément des prestations légales ou réglementaires.

Les financements attribués dans cette conférence, prévus à l'article L.14-10-10 du CASF, sont alloués par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) au Conseil Départemental de la Côte-d'Or.

La Conférence des Financeurs Départementale-Métropolitaine de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de la Côte-d'Or, qui s'est tenue les 6 mai et 15 novembre 2021, a validé le programme coordonné de financement des actions de prévention de l'année 2021. Les membres ont statué sur une participation financière pour la mise en œuvre d'actions de prévention au titre de l'axe 6 prévu par la loi (Développement d'autres actions collectives de prévention), dans le cadre du Contrat Local de Santé de Dijon Métropole.

Ces actions de prévention devront tenir compte du contexte de crise sanitaire, liée à l'épidémie de COVID-19, et devront être adaptées (contenu, supports, modalités d'intervention, etc) aux règles sanitaires en vigueur. Aussi, les actions de prévention pourront être individuelles ou collectives, à distance ou en présentiel.

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles la Conférence des Financeurs Départementale-Métropolitaine de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de la Côte-d'Or accorde une participation financière pour les actions « Table ronde : crise sanitaire, regards croisés et après ? », « Soins de soi », « Café lecture », « L'instant, concevoir autrement, faire ensemble », mises en œuvre par le CCAS de Dijon à son initiative et sous sa responsabilité, au cours de la période 2021-2022.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT**

Les actions précitées doivent impérativement se dérouler sur le territoire de la métropole de Dijon.

Le cocontractant est chargé d'informer les tiers de la participation financière qui lui est attribuée. Tout document, y compris audiovisuel, ou intervention publique concernant une structure, un programme ou une action doit comporter une mention claire, compréhensible et lisible indiquant la participation de la CNSA et de la Conférence des Financeurs Départementale - Métropolitaine de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de la Côte-d'Or.

## **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE DIJON MÉTROPOLE**

Dijon Métropole s'engage à attribuer, au titre de la Conférence des Financeurs Départementale-Métropolitaine de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de la Côte-d'Or, une aide financière d'un montant de 6 977 € au CCAS de Dijon, selon les modalités définies à l'article 4 de la présente convention.

## **ARTICLE 4 : MODALITÉS FINANCIÈRES**

L'aide financière de 6 977 € allouée par Dijon Métropole servira à couvrir le financement des actions de prévention suivantes :

- « Table ronde : crise sanitaire, regards croisés et après ? », à hauteur de 1 395 € ;
- « Soins de soi », à hauteur de 540 € ;
- « Café lecture », à hauteur de 1 078 € ;
- « L'instant, concevoir autrement, faire ensemble » à hauteur de 3 964 €.

Le versement de l'aide interviendra en une seule fois, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention.

## **ARTICLE 5 : ASSURANCE-RESPONSABILITÉ**

La réalisation du projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention ne pourra, à quelque titre que ce soit, engager la responsabilité de Dijon Métropole.

Par ailleurs, pour réaliser les différentes actions prévues au titre de la présente convention, le cocontractant déclare être assuré civilement pour l'ensemble des dommages qui pourraient être causés du fait de ses interventions.

## ARTICLE 6 : MÉCANISMES DE CONTRÔLE

Le cocontractant s'engage à intégrer les indicateurs suivants dans son bilan :

- les indicateurs relatifs aux bénéficiaires des actions :
  - nombre de bénéficiaires par atelier et répartition par sexe ;
  - répartition des participants par tranche d'âge (60-69 ans, 70-79 ans, 80 ans et plus) ;
  - profil des participants (degré d'autonomie, isolement, revenus, etc).
- les indicateurs relatifs à la mise en œuvre des actions :
  - coût du projet (recettes et dépenses réalisées) ;
  - thématiques des actions engagées ;
  - nombre d'ateliers/séances mis en œuvre ;
  - nom et qualification des intervenants extérieurs ;
  - localisation des actions menées ;
  - satisfaction des participants ;
  - évolution des comportements des personnes entre le début et la fin de l'action ;
  - nombre et nature des partenaires impliqués (associations, prestataires, Centres Communaux d'Action Sociale, etc).

Le bilan devra être transmis au plus tard au **25 mai 2022** à Dijon Métropole. Un document type sera transmis ultérieurement au cocontractant pour la formalisation de ce bilan.

Dans le cas où le montant des dépenses réalisées serait inférieur au montant des crédits alloués par Dijon Métropole, le cocontractant devra reverser le montant de l'aide financière non utilisé à Dijon Métropole. Le cas échéant, Dijon Métropole procédera à l'émission d'un titre de recette du montant correspondant.

## ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les deux parties. Elle s'achèvera après analyse par les services de Dijon Métropole des éléments de bilan des actions et au plus tard le 30 juin 2022.

## ARTICLE 8 : COMMUNICATION

Pour toutes actions relatives à la présente convention, les logos de Dijon Métropole et de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) doivent être utilisés de manière prioritaire ainsi que la mention suivante :

***"Action réalisée avec le financement de la Conférence des Financeurs Départementale-Métropolitaine de la Côte-d'Or"***.

## ARTICLE 9 : RÉVISION

Durant la période de validité de la convention et à la demande de l'une ou l'autre des parties, des aménagements nécessaires aux dispositions de la convention, seront examinés conjointement par les parties et pourront faire l'objet d'avenants à la présente convention.

## ARTICLE 10 : RÉSILIATION

### 10-1 Résiliation à la demande des parties

Indépendamment de la résiliation pour faute prévue à l'article 10-2, la convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de deux mois.

### 10-2 Résiliation pour faute

Dijon Métropole se réserve la possibilité, par tous moyens, de vérifier la mise en œuvre des obligations fixées au cocontractant par la convention et pourra demander, le cas échéant, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de deux mois, la résiliation de la convention pour faute. Cette résiliation entraînera le reversement de tout ou partie du financement.

## ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de contentieux portant sur l'application ou l'interprétation de la convention, et seulement après avoir épuisé toutes les possibilités de règlement à l'amiable, les parties conviennent de s'en remettre au Tribunal compétent du lieu de situation géographique de la Métropole de Dijon.

Fait à Dijon, en deux exemplaires originaux, le 05/08/2022

Le Président de Dijon Métropole



François REBSAMEN

Pour le Président,  
Le Vice-Président du CCAS de Dijon,



Antoine HOAREAU